

# Vivons-nous un épisode gravissime de « l'histoire de la stupidité économique » ?

Posté le : 8 août 2026 18:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Parmi les étrangetés de l'époque en matière de réflexion économique, figure au tout premier rang l'indifférence aux grands déséquilibres des balances commerciales et de paiements. Un économiste qui veut parader sur les estrades sait bien qu'il peut parler de tout sauf de cela. C'est d'autant plus paradoxal que dans l'effort d'après-guerre pour tenter de mettre fin aux désordres qui avaient ravagé l'entre-deux-guerres, la condamnation et l'interdiction des grands déséquilibres permanents des balances extérieures formaient le cœur de toutes les solutions proposées et des traités correspondants. Le résultat a été à la hauteur des espérances : les Trente Glorieuses, une période de forte croissance partout dans le monde libre et sans aucune récession de 1947 à 1972.

Depuis la destruction en été 1971 de ce système, on ne compte plus les pays dont les déséquilibres extérieurs sont massifs et permanents dans un sens ou un autre, la croissance est quasi nulle, quasi partout en Occident, et les récessions périodiques ont réapparu avec une redoutable régularité et des conséquences de plus en plus graves. Ce simple constat devrait mobiliser tous les économistes.

***Nous avons un système fantastique. Il a été remplacé par un système catastrophique.*** Cela mériterait tout de même un peu d'attention ! Économistes officiels, hauts fonctionnaires et politiques préfèrent regarder ailleurs avec beaucoup d'obstination et de bonne conscience. Une forme de chaos s'installe dans pratiquement tous les pays occidentaux du fait d'une situation économique toujours plus glauque. Mais il n'y a rien à faire : il ne faut pas regarder là où les causes majeures se trouvent, et seulement s'extasier sur des promesses mirifiques comme celles de l'Intelligence artificielle.

Dans *A Short History of Stupidity* (Ed. Polity Press), Stuart Jeffries dresse une « courte histoire de la stupidité » à travers les âges. Journaliste britannique au *Gardian*, il montre qu'elle n'est pas une anomalie passagère, mais « une force historique, sociale et culturelle qui n'épargne aucune société... la nôtre comprise ». En l'occurrence, cette réalité est parfaitement illustrée par la question qui nous préoccupe. Tout le problème vient **du refus conscient ou inconscient** de se pencher sur une difficulté alors même qu'elle n'est pas difficile à comprendre et qu'elle provoque des conséquences graves très visibles.

Que signifie, pour un pays, un déficit commercial ? Lorsqu'on enlève le voile monétaire, la réalité brute apparaît : une perte de travail et une perte de patrimoine. Être constamment en déficit provoque donc **chômage de masse et perte d'actifs** en permanence. Cette réalité peut être masquée ou différée par différents artifices, mais elle est ancrée. Au bout d'un moment le pays ne s'en sort plus et ne parvient plus à satisfaire ses ambitions. Il doit réagir soit agressivement contre le « prédateur » soit contre sa propre population. La France et les Etats-Unis donnent l'exemple même aujourd'hui de telles réactions inversées. Trump agit par les droits de douane et l'État français en ruinant fiscalement les Français, chaque méthode étant en fait destructrice pour tous.

Intéressons-nous aux excédents. Les pays producteurs de pétrole, l'Allemagne et le Japon, comme aujourd'hui la Chine et les autres dragons d'Extrême-Orient accumulent des milliers de milliards de

dollars d'excédents. Qu'en faire ? Tous ces pays sont très compétitifs et n'ont pas besoin d'investir pour augmenter leur productivité chez eux et ne veulent pas le faire chez les autres pour ne pas créer des concurrents redoutables. Tous ces milliers de milliards, détenus en une monnaie étrangère qui peut sombrer, doivent être protégés et rentabilisés. On ne peut le faire qu'en les convertissant en biens réels, dont on espère qu'ils conserveront leur valeur, principalement des titres de bourse ou des biens immobiliers. Le recyclage financier des excédents vers les bourses et les marchés immobiliers occidentaux, qui, sur des dizaines d'années, ont pu dépasser plusieurs dizaines de milliers de milliards de dollars expliquent le **niveau très élevé des bourses et de l'immobilier** partout en Occident. Une autre solution est de prêter aux États déficitaires dont les dettes finissent par être asphyxiantes. On peut aussi racheter les entreprises des pays déficitaires. L'Allemagne a ainsi racheté des pans entiers d'entreprises françaises. **Les imbéciles considèrent que c'est une marque d'attractivité alors que c'est une simple perte d'actifs nationaux.** Quand l'Allemagne a vu que la Chine rachetait son Mittelstand, elle a considéré que c'était un grave danger. Croquer les autres, pas de problème, se faire croquer, là, « Nicht Möglich ». On peut aussi utiliser les excédents pour se doter de moyens militaires délirants comme l'Iran, la Chine, la Turquie ou financer des guerres d'annexion comme la Russie ou l'Azerbaïdjan.

Comme le cours des actifs (bourses et immobiliers) ne peut pas grimper indéfiniment, les niveaux atteints finissent par être totalement incompatibles avec l'activité économique. Se produisent donc des corrections périodiques sous forme de récessions mondiales sévères. Les pays créanciers accumulent alors des pertes sur leurs investissements. Les pays non compétitifs tombent dans le trou et aggravent leur situation, surtout si leurs mécanismes sociaux sont développés. 1973, 1982, 1992-1993, 2 001, 2008, ont été des années récessives dans le monde entier. La stagnation de longue durée s'installe.

Un monde qui n'a pas une organisation arc-boutée sur l'interdiction de la permanence des grands excédents, donc des grands déficits, sombre donc dans les crises à répétition, les guerres commerciales et les guerres militaires.

Celui qui ne voit pas que la suppression des règles de Bretton-Woods, avec abandon de l'interdiction des grands déficits et excédents qui en a résulté, a provoqué tous les événements que nous déplorons, est frappé de cécité volontaire. On retrouve la définition de la sottise et des attitudes ineptes.

Pourquoi cette cécité volontaire : sans faire de psychologie ou sociologie de bazar, probablement parce qu'une partie des élites politiques et de leurs soutiens font des fortunes en recyclant les excédents et en vendant les actifs des pays déficitaires. Et qu'ils tiennent le système d'information et ... la carrière des économistes.

Ce qui est certain, c'est que nous vivons bien depuis 1971 une « période de stupidité ». Quand on ajoute, comme en France, l'effondrement de la démographie, un système réglementaire, social et fiscal démesuré, une emprise des hauts fonctionnaires sur la politique, une propagande anti-croissance, anti-industrielle, anti-agricole, antinationale, antiblanc, anti-masculinité, avec contrôle de la liberté de pensée et une information publique « construite », on obtient la rupture avec la jeunesse et une situation politique désespérante qui peut mal tourner à tout moment.

Nous vivons bien une « période de sottise », particulièrement intense !

Didier Dufau pour le Cercle des Économistes e-toile.